

FR

FR

FR



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 05.02.2009
SEC(2009) 113 final

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

accompagnant le

**règlement de la Commission portant application de la directive 2005/32/CE du Conseil
et du Parlement européen concernant les exigences relatives à l'écoconception des
décodeurs numériques simples**

RÉSUMÉ DE L'ANALYSE D'IMPACT

**{C (2009) 582 final}
{SEC (2009) 114}**

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

accompagnant le

règlement de la Commission portant application de la directive 2005/32/CE du Conseil et du Parlement européen concernant les exigences relatives à l'écoconception des décodeurs numériques simples

RÉSUMÉ DE L'ANALYSE D'IMPACT

Contexte

La directive 2005/32/CE établit un cadre permettant de fixer des exigences en matière d'écoconception pour les produits consommateurs d'énergie. Les exigences en matière d'écoconception sont des exigences légales (fondées sur l'article 95) auxquelles les produits doivent satisfaire pour pouvoir être mis sur le marché. Ces exigences sont destinées à améliorer la performance environnementale des produits tout en garantissant leur libre circulation dans le marché intérieur. Conformément à la directive-cadre, la Commission (assistée d'un comité réglementaire) adopte des mesures d'exécution fixant des exigences en matière d'écoconception pour les produits consommateurs d'énergie représentant un volume significatif de ventes et d'échanges, ayant un impact significatif sur l'environnement, et présentant un potentiel significatif d'amélioration en ce qui concerne leur impact sur l'environnement,

Les décodeurs numériques simples, dont la principale fonction est de convertir les signaux numériques d'entrée en signaux analogiques de sortie, remplissent pleinement ces critères. En effet, pendant la période de transition de la radiodiffusion analogique vers la radiodiffusion numérique, il faudra ajouter des appareils de ce type aux récepteurs de télévision qui ne sont pas adaptés pour recevoir des signaux numériques. Jusqu'en 2015, date à laquelle la radiodiffusion analogique disparaîtra dans l'UE, les ventes et la consommation d'énergie cumulée des décodeurs numériques simples vont connaître une forte augmentation.

Le Parlement européen¹, appuyé par les représentants des États membres au sein du forum consultatif, a souligné la nécessité de présenter rapidement des exigences minimales en matière de performances énergétiques pour ces appareils.

Approche adoptée pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception

L'approche adoptée pour élaborer le projet de règlement relatif aux décodeurs numériques simples et la présente analyse d'impact comportait les quatre étapes suivantes:

Étape 1: évaluation des critères à retenir pour l'adoption d'une mesure d'exécution en matière d'écoconception énumérés à l'article 15, paragraphe 2, points a) à c) de la directive relative à l'écoconception, compte tenu des paramètres d'écoconception recensés à l'annexe I de ladite directive;

Étape 2: prise en compte des initiatives communautaires pertinentes, des forces du marché et des disparités en matière de performance environnementale des équipements disponibles sur le marché présentant des fonctionnalités équivalentes conformément à l'article 15, paragraphe 2, de la directive relative à l'écoconception.

¹ Résolution du Parlement européen du 31 janvier 2008 sur le plan d'action pour l'efficacité énergétique.

Étape 3: fixation des objectifs stratégiques, avec notamment le niveau d'ambition souhaitable, les options stratégiques permettant d'atteindre ces objectifs et les principaux éléments d'une mesure d'exécution en matière d'écoconception, conformément aux exigences de l'annexe VII de la directive relative à l'écoconception;

Étape 4: évaluation des impacts sur les plans environnemental, économique et social, dans l'optique des critères relatifs aux mesures d'exécution énumérées à l'article 15, paragraphe 5, de la directive relative à l'écoconception.

Synthèse des résultats

Étape 1

Afin d'évaluer les critères à retenir pour l'adoption de mesures d'exécution en matière d'écoconception énumérés à l'article 15, paragraphe 2, de la directive relative à l'écoconception, la Commission a réalisé une étude visant à analyser les aspects techniques, environnementaux et économiques des décodeurs numériques simples (dénommée «étude préparatoire»), conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 4, point a) et des annexes I et II de ladite directive.

En ce qui concerne les critères énumérés à l'article 15, paragraphe 2, de la directive relative à l'écoconception, les résultats de l'étude préparatoire² concernant les décodeurs numériques dans l'UE sont les suivants:

Article 15, paragraphe 2, point a):	Volume annuel de ventes dans la Communauté:	90 millions d'unités en 2010 177 millions d'unités en 2014
Article 15, paragraphe 2, point b):	Incidences environnementales: consommation d'énergie des décodeurs numériques simples:	6 TWh en 2010 14 TWh en 2014
Article 15, paragraphe 2, point c):	Potentiel d'amélioration (en utilisant des technologies existantes présentant un bon rapport coût efficacité)	0,5 TWh en 2010 9 TWh en 2014

Le potentiel d'amélioration est lié à l'existence de solutions techniques qui ont pour effet de permettre une réduction significative de la consommation d'électricité de ces appareils. De surcroît, il n'existe pas de corrélation entre le prix de différents décodeurs numériques possédant des fonctionnalités identiques et leur consommation d'énergie.

Le potentiel cumulé d'économies d'énergie pour les années 2010-2020 est supérieur à la consommation d'électricité résidentielle annuelle de la Suède et est par conséquent jugé significatif.

Étape 2

² «Preparatory studies for Eco-design Requirements of EuPs –Simple Digital TV Converters (Simple Set Top Boxes)», MVV Consulting GmbH, rapport final du 17 décembre 2007 disponible sur le site web de la DG TREN relatif à l'écoconception:
http://ec.europa.eu/energy/efficiency/ecodesign/eco_design_en.htm

Comme le prévoit l'article 15, paragraphes 2 et 4, point c) de la directive relative à l'écoconception, les mesures législatives communautaires et nationales en matière d'environnement pertinentes sont examinées. Les initiatives volontaires dans ce domaine, à l'échelon de la Communauté comme à celui des États membres, de même que les obstacles qui s'opposent à l'adoption par le marché de technologies plus performantes sur le plan environnemental et qui entraînent une défaillance du marché, sont également pris en considération.

À l'échelon communautaire, le Centre de commun de recherche de la Commission (à Ispra) gère un code de conduite européen non obligatoire qui fixe des critères relatifs à l'efficacité énergétique des décodeurs numériques simples. Cette initiative s'est révélée très utile pour ce qui est de la fourniture de données techniques concernant les décodeurs numériques simples mais a eu une incidence limitée sur le marché car les fabricants ont été peu nombreux à adopter ce code non obligatoire.

À l'échelon des États membres, le Royaume-Uni a mis en place un système de label agréé, géré par le «Energy Savings Trust», pour les décodeurs numériques simples. Ce système de label non obligatoire n'a eu qu'une faible incidence sur le marché car peu de produits correspondaient aux critères prévus.

Le règlement portant application de la directive 2005/32/CE en ce qui concerne les exigences d'écoconception relatives à la consommation d'électricité en mode veille et en mode arrêt des équipements ménagers et de bureau électriques et électroniques, qui a été adopté en décembre 2008, ne permettra de réaliser qu'une partie des économies d'énergie potentiellement envisageables sur les décodeurs numériques. En effet, cette mesure transversale ne concernera que la consommation d'électricité des décodeurs numériques en mode veille et le calendrier prévu pour l'entrée en vigueur des différentes exigences fixées dans le règlement relatif au mode veille ne permettrait pas de cerner la plus grande partie du potentiel d'économies d'énergie lié au fonctionnement des décodeurs numériques simples.

Aucune autre initiative communautaire ou nationale concernant la consommation d'énergie des décodeurs numériques simples n'a été signalée.

Même si la consommation d'énergie des décodeurs numériques est considérable lorsqu'elle est cumulée au niveau communautaire, elle ne représente, pour chaque foyer, qu'une petite partie de la facture d'électricité. De ce fait, les consommateurs ne s'intéressent qu'au prix de vente des décodeurs numériques simples et ne tiennent pas compte de leur consommation d'énergie tout au long du cycle de vie. Par conséquent, rien n'incite les fabricants à faire diminuer la consommation d'énergie de ces appareils, alors même que cette modification pourrait être réalisée pour un coût supplémentaire insignifiant (voire nul) et qu'elle s'accompagnerait d'économies substantielles pour le consommateur et de réductions des émissions de CO₂. Enfin, le fait que les consommateurs aient tendance à laisser leur décodeur numérique simple en mode actif en permanence, même après avoir éteint leur téléviseur, contribue aussi à la consommation d'énergie excessive des décodeurs numériques.

Conclusion sur les étapes 1 et 2

Le nombre de décodeurs numériques simples vendus dans l'UE va augmenter rapidement ces prochaines années, de même que la consommation d'énergie due à ces appareils. Les solutions existantes économiquement viables qui permettraient de réduire la consommation d'énergie de ces appareils ne sont pas appliquées en raison de la défaillance du marché décrite ci-dessus. Les initiatives stratégiques existantes n'auront qu'une incidence très limitée sur les performances environnementales des décodeurs numériques simples. En l'absence d'action communautaire, il se pourrait que des initiatives prises ultérieurement à l'échelon des États membres entravent la libre circulation de ces produits dans le marché intérieur.

En conclusion, il apparaît que les critères à retenir pour l'adoption de mesures d'exécution en matière d'écoconception énumérés à l'article 15, paragraphe 2, de la directive relative à l'écoconception sont remplis et que les décodeurs numériques devraient faire l'objet d'une mesure d'exécution en matière d'écoconception conformément à l'article 15, paragraphe 1, de la directive relative à l'écoconception.

Étape 3

En application de l'annexe II de la directive relative à l'écoconception, le niveau visé pour l'amélioration de la performance environnementale des décodeurs numériques simples, notamment en ce qui concerne leur utilisation de ressources telles que l'énergie devrait être déterminée par une analyse du coût du cycle de vie le plus faible pour l'utilisateur de l'équipement. En outre, des critères de référence relatifs aux technologies permettant d'obtenir les meilleures performances, tels que ceux qui ont été élaborés au cours de l'étude préparatoire et lors des débats avec les parties intéressées dans le cadre du forum consultatif³ sur l'écoconception du 22 février 2008, sont pris en considération. Les objectifs que la mesure d'exécution doit permettre de réaliser reflètent les résultats attendus.

Le règlement proposé vise à susciter la transformation du marché qui permettrait de réaliser le potentiel d'amélioration. Plusieurs options stratégiques ont donc été envisagées, parmi lesquelles l'autorégulation, l'introduction d'une obligation d'étiquetage relatif à la consommation d'énergie et la fixation d'exigences minimales obligatoires en matière de performance énergétique. Étant donné que le législateur s'est vu confier un mandat précis en ce qui concerne l'établissement d'exigences d'écoconception relatives à l'électronique de loisirs, l'analyse approfondie des options autres qu'une mesure d'exécution en matière d'écoconception est appropriée pour un acte juridique d'exécution et l'accent a été mis sur l'évaluation de ses principaux éléments, en tenant compte de l'étude préparatoire et de la contribution des parties intéressées.

Étape 4

La mesure d'exécution proposée fait l'objet d'une évaluation. En particulier, les options relatives à l'échelonnement dans le temps des exigences d'écoconception sont analysées en tenant compte des critères énumérés à l'article 15, paragraphe 5, de la directive relative à l'écoconception et des répercussions sur les fabricants et notamment sur les PME.

Conclusion sur les étapes 3 et 4

La comparaison des différentes options et les éléments issus de l'étude préparatoire et du processus de consultation montrent que la solution la plus appropriée pour réaliser le potentiel d'amélioration des décodeurs numériques est un règlement fixant des exigences d'écoconception relatives à la consommation d'énergie et à la gestion d'énergie de ces appareils. Les exigences prévues par le règlement devraient être fixées en deux étapes et deviendraient applicables un an et trois ans, respectivement, après l'entrée en vigueur du règlement. Cette approche garantit:

- que le potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique des décodeurs numériques simples sera réalisé rapidement, ce qui permettra des économies significatives d'électricité et d'émissions de CO₂ dans la Communauté tout en réduisant les coûts sur la durée du cycle de vie pour l'utilisateur final;

³ Le forum consultatif est une formation équilibrée regroupant des représentants des États membres et de parties intéressées telles que les entreprises, les consommateurs et les ONG de défense de l'environnement invitées à exprimer leur point de vue.

- que la consommation d'électricité cumulée des décodeurs numériques diminuera d'environ 47 TWh d'ici à 2020 par rapport au scénario du statu quo, soit une économie de 7,2 milliards d'euros et 17 millions de tonnes d'émissions de CO₂ évitées,
- que le coût des décodeurs numériques simples sur la durée de leur cycle de vie est réduit d'environ 30 %,
- qu'un cadre juridique sans ambiguïté instaurera des règles identiques pour tous ainsi qu'une concurrence loyale et la libre circulation des produits;
- que les exigences applicables aux décodeurs numériques simples seront harmonisées dans toute la Communauté, ce qui permettra de réduire au minimum les charges et les coûts administratifs pour les opérateurs économiques;
- que les périodes de transition tiendront dûment compte des cycles de révision de la conception et permettront ainsi d'éviter des contraintes disproportionnées pour les fabricants;
- que la mesure entraînera des économies d'énergie à l'extérieur de la Communauté étant donné que ces appareils sont distribués dans le monde entier et doivent répondre à des spécifications identiques pour la commercialisation sur d'autres marchés.

Suivi

Le suivi des incidences s'effectuera essentiellement par le biais de la surveillance du marché assurée par les autorités des États membres dans le cadre du contrôle du respect des exigences. Le caractère approprié du champ d'application, des définitions et des concepts sera contrôlé dans le cadre du dialogue en cours entre les parties intéressées et les États membres.